

Communiqué de presse de l'Association pour la Liberté Académique (Alia)

Le 19 janvier 2026

Liberté académique et Palestine

Parmi toutes les exactions commises dans le conflit israélo-palestinien, la négation de la liberté académique par le gouvernement d'Israël prend des proportions effarantes. La tentative récente d'annulation de l'autorisation d'entrée en Israël de l'historien français Vincent Lémire, même si l'administration israélienne a dû finalement reculer devant le tollé suscité par cette décision, en est une illustration frappante. Mais c'est sur le territoire de l'Etat palestinien que le gouvernement d'Israël viole impunément la liberté académique. Le raid conduit par l'armée israélienne au sein de l'Université Birzeit de Cisjordanie le 6 janvier dernier en est un triste symbole.

Mardi 6 janvier 2026, en pleine journée et durant les heures d'enseignement, l'armée israélienne a mené un raid armé sur le campus de l'université de Birzeit, en Cisjordanie occupée (*). Plusieurs étudiants ont été blessés par balle et hospitalisés et des personnels de l'université ont été agressés. Cette intrusion violente dans une enceinte universitaire constitue une atteinte grave au droit à l'éducation, au respect des franchises universitaires et à un principe constitutif de toute démocratie : la liberté académique.

Après la destruction massive des écoles et des universités de Gaza, cette attaque est une nouvelle étape franchie dans une politique qui vise à détruire en Palestine le savoir, sa transmission et l'ensemble d'une communauté universitaire. En s'attaquant à la plus importante université de Cisjordanie, le gouvernement israélien étend sa politique déjà largement documentée de scholasticide, d'éducicide et d'épistémicide en Palestine : la destruction des institutions éducatives, l'anéantissement des conditions de formation des générations futures et l'effacement d'un peuple et de sa culture comme sujet de connaissance.

Comme l'ont analysé plusieurs chercheuses et chercheurs, ces attaques ne peuvent être réduites à des dommages collatéraux. Elles participent d'une violence structurelle où le savoir lui-même devient un champ de bataille. Détruire des universités ou violer leur enceinte, c'est non seulement remettre en cause la possibilité même d'une société démocratique, mais c'est aussi s'en prendre à l'humanité elle-même.

Partout dans le monde la liberté académique devrait protéger l'enseignement et la recherche de toute ingérence politique, militaire, religieuse ou idéologique. À l'instar de la liberté de la presse, elle constitue un pilier essentiel de la démocratie. Les universités doivent pour cela rester des institutions protégées où le débat, la connaissance et la recherche peuvent se développer librement, hors de toute intimidation et de toute violence.

S'attaquer à la liberté académique, en Palestine comme ailleurs, c'est renoncer aux valeurs démocratiques et tenter d'imposer le silence là où doivent prévaloir le savoir, la pensée critique et la vérité.

Alia condamne donc avec la plus grande fermeté le raid de l'armée israélienne au sein de l'université de Birzeit.

(*) [Article de RFI](#) ; [Article du Monde](#)



Association pour la Liberté Académique (Alia)

✉ contact@liberte-academie.fr

🌐 <https://liberte-academie.fr>

L'association pour la Liberté Académique a pour but de promouvoir et de défendre la liberté académique